

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 13 mai 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 mai 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Veolia Agriculture France

5 rue de la Fontainerie
62000 Arras

Références : 2025 653 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007206396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 mai 2025 dans l'établissement Veolia Agriculture France implanté La Croix Baudy 86220 Ingrandes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la vérification des mesures mises en œuvre lors de l'incorporation d'engrais soufré dans les amendements organiques, faisant l'objet d'un porté à connaissance transmis courant avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Veolia Agriculture France
- La Croix Baudy 86220 Ingrandes
- Code AIOT : 0007206396
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société SEDE Environnement a repris en février 2005 la plateforme de compostage située à Ingrandes (86). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mai 2011 pour toutes les activités actuelles du site, complété par l'arrêté préfectoral du 8 février 2024. Le compostage reste le cœur d'activité du site, complété par une activité de fabrication de neutralisants d'odeurs et un laboratoire. L'exploitant a déclaré l'abandon de l'activité de méthanisation, qui n'a jamais été mise en service, le 31 mars 2021. L'activité de tri/transit/regroupement de déchets n'ont pas été créées.

L'exploitant projette d'arrêter l'activité de fabrication d'engrais liquides (atelier démantelé), développée depuis 10 ans sur la plateforme. Par courrier en date du 2 septembre 2024, la dénomination de l'exploitant SEDE Environnement a été modifiée en Veolia Agriculture France.

Thèmes de l'inspection :

- Incorporation d'engrais soufré dans les amendements organiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Incorporation d'engrais CE à base de soufre dans les amendements organiques	Arrêté préfectoral du 27 mai 2011, article 1.6.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures mises en œuvre sur site en matière d'exploitation et de surveillance mentionnées dans le porté à connaissance en date du 10 avril 2024, complété le 6 août 2024, sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incorporation d'engrais CE à base de soufre dans les amendements organiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 mai 2011, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation et de surveillance
Prescription contrôlée : « Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement. »
Constats : Par mail en date du 10 avril 2024 et d'un complément apporté par mail le 6 août 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance relatif à l'incorporation d'engrais soufré dans les amendements organiques. L'instruction des éléments transmis a fait l'objet d'une lettre préfectorale donnant acte en date du 19 août 2024. Dès réception, le soufre est immédiatement mélangé aux composts, sans stockage de soufre pur d'un jour sur l'autre. Après mélange, le produit fini est stocké entre 1 à 4 mois. La quantité annuelle de soufre incorporé pour l'année 2024 est d'environ 3 200 tonnes. L'activité se poursuit en 2025 et ce jusqu'à fin mai – mi-juin avec un tonnage prévisionnel de 2000 à 2200 tonnes. Il n'est pas prévu de prolonger cette activité au-delà, sauf de manière ponctuelle. L'exploitant s'engage, le cas échéant, à en informer l'inspection. Les mesures mises en œuvre sur site en matière d'exploitation et de surveillance sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• délimitation d'une zone dédiée à la réception de l'engrais soufré CE ;• surveillance de la température du lot d'engrais soufré à l'aide de sondes connectées. Les sondes sont paramétrées pour déclencher une alerte sur les téléphones de l'encadrement du site, notamment pour assurer une surveillance en dehors des horaires d'ouvertures ;• prémélange de l'engrais soufré avec le compost le jour de sa réception (absence de stockage de soufre pur) ;• utilisation d'une lame anti-étincelle sur les godets des chargeuses ;• mise en œuvre de moyen de lutte incendie à proximité de la zone de travail du soufre tel qu'une lance à incendie ;• formation du personnel à la manipulation de l'engrais soufré et l'utilisation d'équipements de sécurité adaptés et spécifiques ;

- arrêt des activités en lien avec le soufre deux heures avant la fermeture du site ;
- utilisation d'une caméra thermique.

Les mesures mises en place et constatées lors de la visite sont conformes aux dispositions mentionnées dans le porté à connaissance en date du 10 avril 2024, complété le 6 août 2024. Elles ne suscitent pas de remarque particulière de notre part.

Type de suites proposées : Sans suite